

CONTRE

POUR

Les groupes de niveau et l'école du tri

Un choc des effectifs pour l'école publique



Au collège, une réforme très importante est annoncée pour la rentrée 2024. Elle prévoit notamment d'organiser des groupes de niveau et de faire du brevet des collèges une condition d'entrée au lycée général et technologique. Dans le même temps, de nombreuses classes sont fermées, les enseignants ne sont plus remplacés. Le gouvernement économise sans cesse sur le budget de l'Education nationale mais trouve de l'argent pour financer le Service National Universel et les uniformes. Ça ne peut plus durer, nous voulons une école qui ait les moyens de faire réussir tous les élèves, une vraie école de l'égalité !

➔ Une réforme dangereuse

✗ En 6ème et en 5ème, tous les cours des Français et Mathématiques se feront en groupe de niveau, soit 9h par semaine (plus d'1/3 des heures hebdomadaires d'un élève).

✗ Les élèves seront donc évalués, séparés, triés dès leur arrivée au collège.

✗ Les élèves ne bénéficieront pas d'une égale préparation au diplôme du brevet ; le tri fait en entrant en 6ème va déterminer leur parcours jusqu'au bac : les élèves du groupe « faible » seront orientés dans des « filières » qui leur barreront l'accès au lycée général et technologique.

✗ Les élèves les plus faibles seront ainsi stigmatisés, ils auront l'impression d'un échec permanent et seront démotivés.

✗ Les élèves les plus forts entreront dans un cycle de compétition.

✗ Les rythmes de progression différents entre les groupes ne permettront pas aux élèves de passer de l'un à l'autre.

✗ Il s'agit d'une aberration pédagogique. La recherche scientifique est unanime : classer les élèves par niveau, cela ne fait progresser personne.

➔ L'école publique est sacrifiée

✗ Le tri des élèves dès 11 ans

✗ Des effectifs trop nombreux (les classes les plus chargées d'Europe)

✗ De nouvelles suppressions de postes à la rentrée 2024 (6120 au niveau national)

✗ De nouvelles fermetures de classes à la rentrée 2024 (plus de 200 à Paris)

✗ La suppression de 4000 postes d'AED et AESH

✗ L'annonce de près de 700 millions d'euros d'économie alors que le coût de la généralisation du SNU est estimé à 2 milliards d'euros.

➔ Ce que nous voulons pour l'école publique

- ✗ L'abandon de la réforme du collège, de celle du lycée et de Parcoursup.
- ✗ Un véritable choc des effectifs : pas plus de 20 élèves par classe de la maternelle au collège et 25 au lycée.
- ✗ L'annulation des suppressions de postes et des fermetures de classes.
- ✗ Un plan de recrutement massif dans l'Éducation nationale.
- ✗ L'abandon du SNU.
- ✗ La scolarisation des mineur.es étranger.es isolé.es.
- ✗ Que l'argent public finance l'école publique, pas l'école privée

➔ **Les moyens existent : 97 milliards de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40, 100 milliards de plus pour l'armée d'ici 2030.**

➔ **Ensemble, parents et enseignants, organisons-nous et mobilisons-nous pour imposer un choc des effectifs et des moyens pour l'école publique !**

L'intersyndicale parisienne de l'Éducation (Snes/Snuep-FSU, CGT-Educ'Action, SUD-Education, SN-FO-LC, CNT-STE, Se-Unsa) appelle, après le 19 mars, "à poursuivre les actions, notamment par la grève reconductible, comme celle engagée dans le 93."

Les personnels des collèges des 10e, 11e, 13e, 18e, 19e et 20e arrondissements :

Budé, Varèse, Berlioz, Bergson, Voltaire, Gambetta, Clémenceau, Césaire, JBC, Rouault, Alain-Fournier, Péguy, César Franck, Coysevox, Jean Perrin, Seligmann, Flora Tristan, Thomas Mann, Pailleron, Evariste Galois, Dolto, Matisse ...